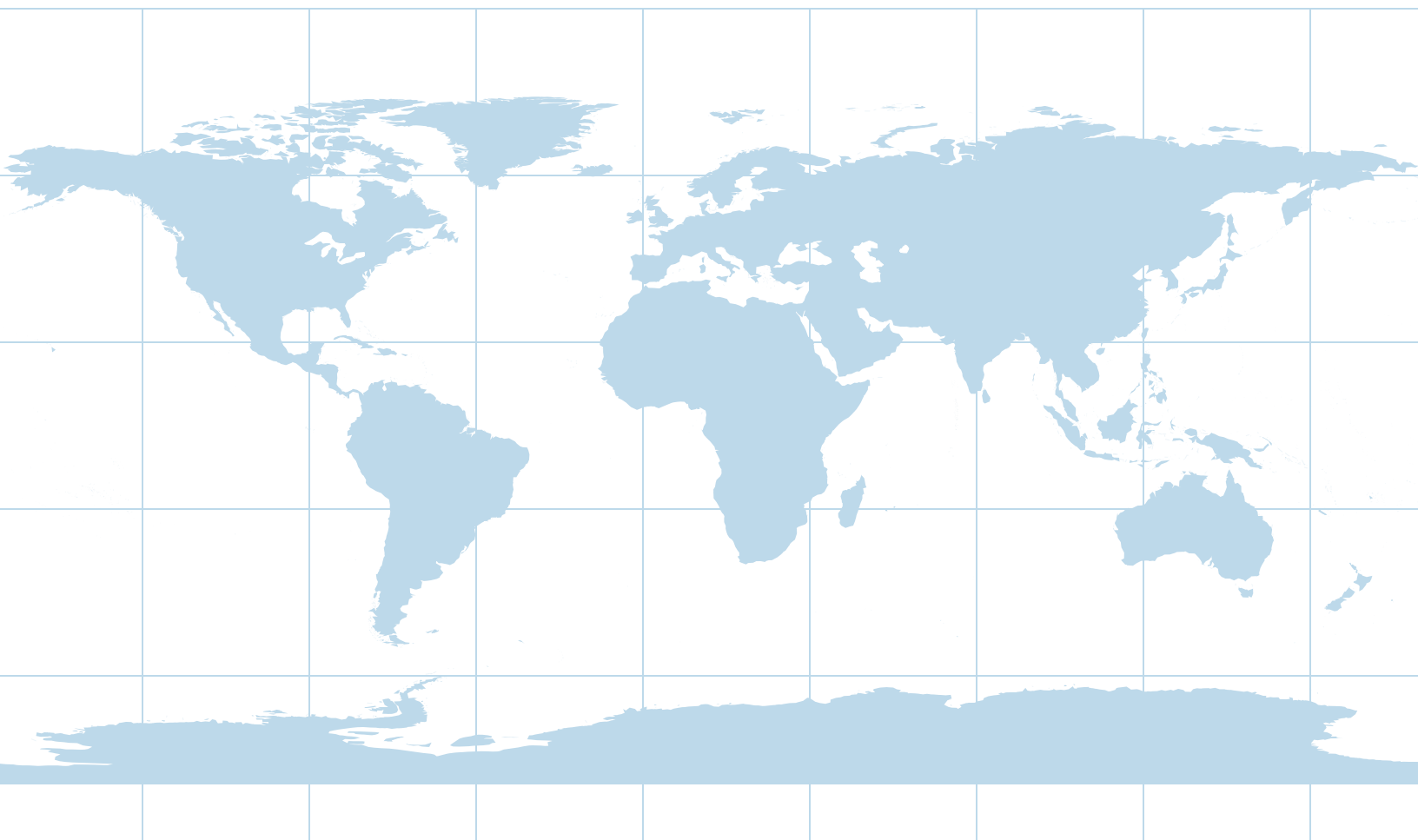


Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2007

Résumé



Nations Unies
New York, 2007

L'intégralité de la publication est disponible à l'adresse
suivante : <http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html>
et n'existe qu'en version anglaise sous le titre de
World Economic Situation and Prospects 2007.

RESUME

Les perspectives globales

Ralentissement de la croissance mondiale en 2007

Après avoir observée une croissance forte et répartie de façon relativement uniforme entre les différentes régions au cours de trois dernières années, l'économie mondiale pourrait ralentir en 2007, avec une croissance du produit mondial brut (PMB) se stabilisant à un rythme de 3.2 pour cent contre une estimation de 3.8 pour cent pour 2006¹. L'économie des Etats-Unis d'Amérique sera le principal frein expliquant le ralentissement mondial en ce sens que sa croissance se modérera à 2.2 pour cent en 2007, poussée par le fléchissement du marché de l'immobilier. Aucun autre pays développé ne devrait émerger comme une locomotive alternative pour la croissance mondiale puisque la croissance se ralentirait en 2007 autour de 2 pour cent en Europe et en dessous de 2 pour cent au Japon. Il y a, en plus, des risques importants à la baisse liés à un éventuel ralentissement plus important de l'économie américaine.

Une croissance forte et continue dans les pays en développement

Les pays en développement et les économies en transition ont continué à enregistrer des performances fortes et exceptionnelles en 2006, en atteignant respectivement des taux de croissance de 6.5 et 7.2 pour cent. Il est prévu une croissance forte, quoique légèrement modérée, en 2007 : 5.9 pour cent dans les pays en développement et 6.5 pour cent dans les économies en transition. Parmi les pays en développement, la croissance forte et soutenue de la Chine et de l'Inde a engendré une plus grande croissance endogène suscitée par les liens commerciaux et financiers Sud-Sud. Ceci s'est manifesté, entre autres, par une croissance forte et soutenue de la demande pour les produits de base et des produits énergétiques ainsi qu'une hausse significative et soutenue de leurs prix. La hausse des prix des produits de base a été bénéfique pour de nombreux pays en développement et des économies en transition, singulièrement les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI). La performance des pays les moins avancés est demeurée remarquablement forte, avec une croissance atteignant presque 7 pour cent en 2006. La croissance des pays pauvres devrait rester forte en 2007.

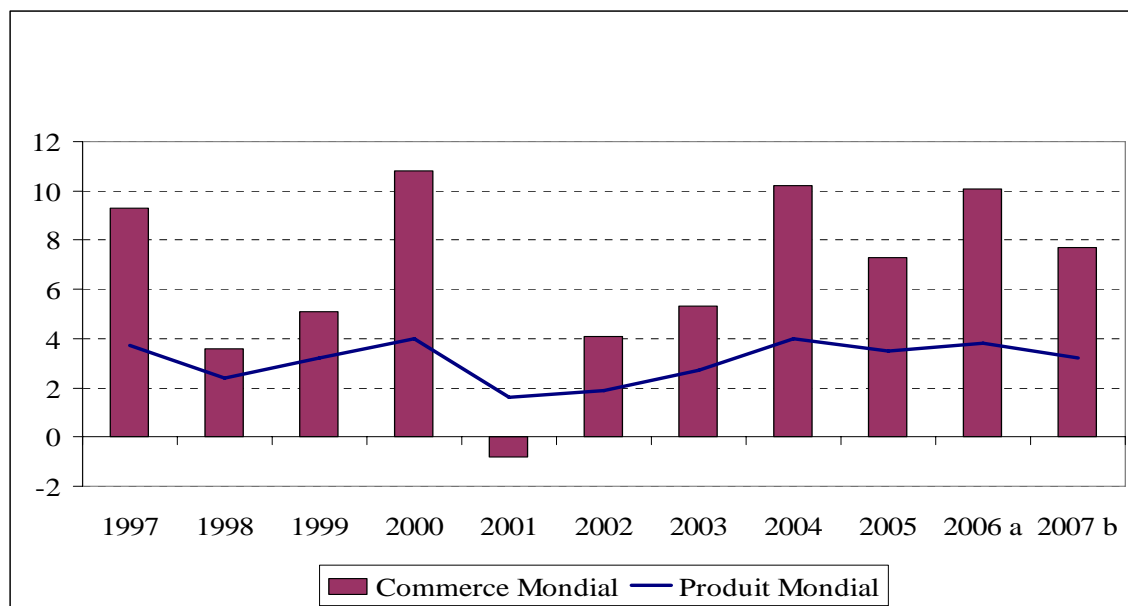
En dépit de l'amélioration des conditions économiques internes et du raffermissement des liens intra-régionaux, la majeure partie des pays en développement demeure vulnérable aussi bien à tout ralentissement dans les économies dominantes qu'à la volatilité des marchés financiers internationaux et ceux des produits de base.

¹ Dans les estimations des Nations Unies, la croissance du produit mondial brut (PMB) est calculée en utilisant les poids relatifs du produit intérieur brut (PIB) des pays estimé en dollars et aux prix du marché. En utilisant des poids calqués sur la parité de pouvoirs d'achat (PPA), la croissance du PMB aurait été de 5.1 pour cent en 2006 et 4.5 pour cent comme projection pour 2007.

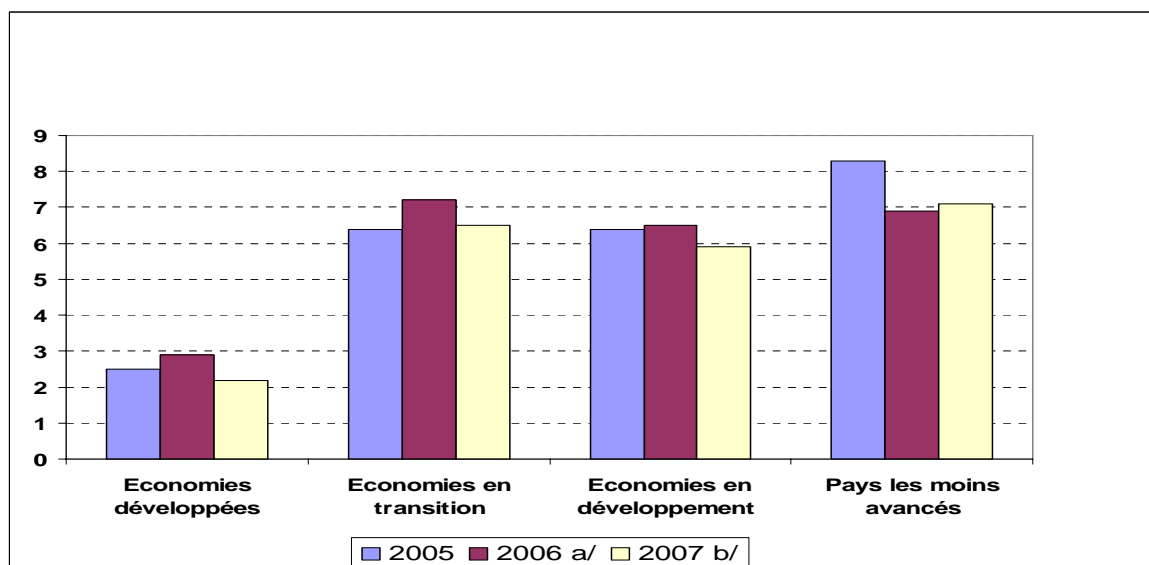
Une croissance de l'emploi insuffisante

La forte croissance de l'économie mondiale a permis une amélioration du marché du travail dans bon nombre de pays. Les taux de chômage ont reculé en 2006 dans la plupart des pays en développement. Cependant, malgré la forte croissance économique, la croissance de l'emploi n'a pas été suffisamment forte pour générer des réductions substantielles des taux de chômage dans un nombre non négligeable de pays en développement. De nombreux facteurs auraient freiné une croissance significative de l'emploi et/ou une réduction du chômage, comme la nature capitaliste des secteurs producteurs de produits de base qui ont générés la dynamique de croissance en Afrique, l'accroissement important de la participation au travail en Afrique et en Amérique Latine, et les suppressions d'emplois liées à la restructuration des entreprises publiques en Chine ainsi que la forte croissance de la productivité et les flux sortants de travail dans l'agriculture dans ce pays. La situation est similaire dans les économies en transition, où les taux de chômage demeurent généralement élevés, et ce malgré la forte croissance économique de ces dernières années.

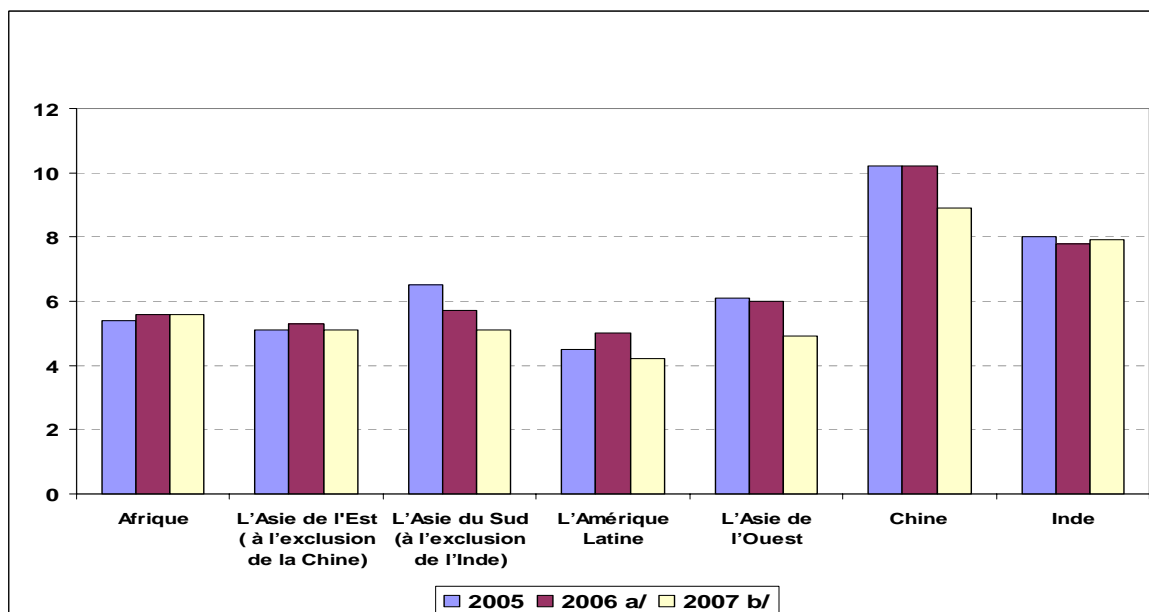
Il est prévu que la croissance mondiale ralentisse en 2007
(Croissance annuelle en pourcentage)



La croissance des pays en développement et les économies en transition est plus forte que celle des pays développés
(Croissance annuelle en pourcentage)



La croissance reste forte, mais avec une modération prévue dans la plupart des pays/régions en développement
(Croissance annuelle en pourcentage)



Perspective d'une inflation bénigne

Les taux d'inflation ont connu une hausse dans beaucoup de pays en 2006, mais une partie de cette évolution est attribuable aux effets de premier tour liés à des cours du pétrole plus élevés. Il n'y a eu jusqu'ici que des effets de transmission limités de la hausse du prix des produits énergétiques à l'inflation sous-jacente. Les pressions inflationnistes se modèreront en 2007 au regard de la baisse des cours du pétrole observée à la fin de 2006, du ralentissement prévu de la croissance mondiale et du resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays. Les exceptions concernent un petit nombre de pays africains qui connaîtront une hausse importante de l'inflation induite par des pénuries alimentaires, par la dépréciation de monnaies et/ou par d'importants effets de transmission des cours élevés du pétrole aux producteurs et consommateurs.

Incertitudes et risques à la baisse

Le risque d'une baisse prononcée du prix de l'immobilier aux Etats-Unis

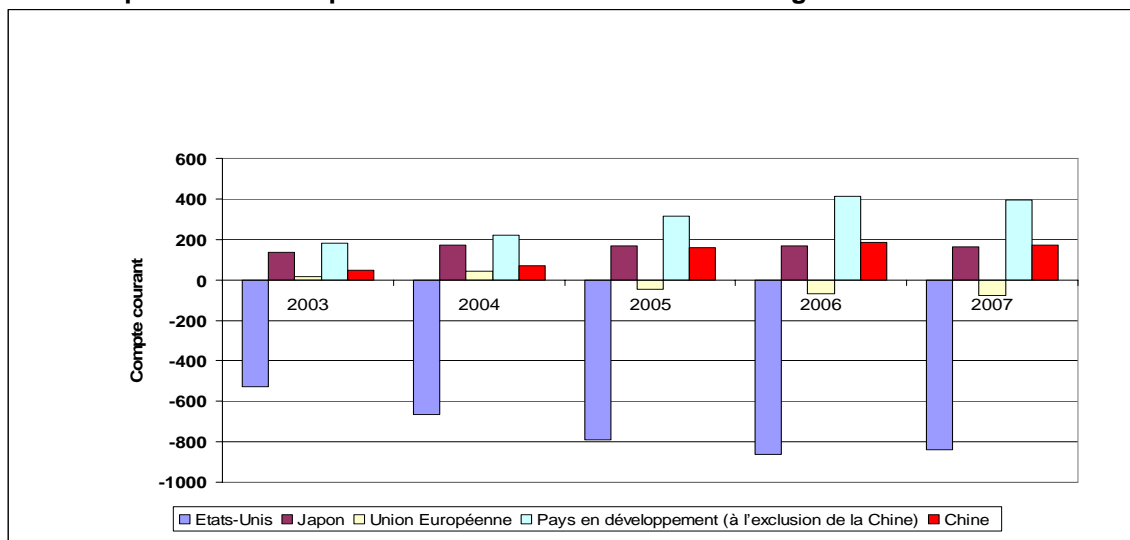
L'éventualité d'une chute plus prononcée sur les marchés immobiliers constitue un risque important pour l'environnement économique. Un certain nombre d'économies ont connu une forte appréciation des prix des logements au cours de la dernière décennie, et les effets de richesse sous-jacents ont contribué à affermir leurs croissances économiques. Un renversement de cette tendance entraînerait donc une baisse significative de la croissance mondiale. Divers indicateurs mesurant la performance du marché immobilier montrent un refroidissement important de l'activité en 2006, une réduction de l'ordre de 20 pour cent au cours des derniers mois. Tandis que les projections de référence tablent sur un ajustement modéré sur le marché de l'immobilier, le scénario plus pessimiste montre qu'un sévère déclin des prix des logements aux Etats-Unis réduirait de moins d'un pour cent la croissance de ce pays mais engendrerait également une baisse de plus d'un pour cent de la croissance du reste du monde. En plus, l'écroulement des prix des logements provoquerait une crise sur le marché des emprunts immobiliers et entraînerait dans son sillage un ajustement déflationniste des déséquilibres mondiaux, augmentant ainsi le risque d'un important bouleversement sur les marchés financiers.

Défis posés par la persistance des cours élevés du pétrole

Bien que les cours du pétrole aient baissé récemment après avoir atteint un niveau historique au cours de l'année 2006, ils demeureront élevés, mais volatiles, en 2007. Cependant, les perspectives de court-terme des cours du pétrole sont très incertaines en raison des tensions géopolitiques, des nouvelles capacités de production à mettre en œuvre et de la demande spéculative. Les cours élevés du pétrole n'ont pas, jusqu'ici, eu les mêmes effets négatifs sur l'économie mondiale que ceux engendrés au cours des épisodes précédents par les mouvements comparables de prix. Parmi les pays en développement, les pays exportateurs de pétrole ont bénéficié de l'accroissement des cours du pétrole. La hausse des prix des produits de base non pétroliers a compensé

l'accroissement des coûts des importations liés à des cours élevés du pétrole. Un certain nombre de pays à faible revenu et importateurs nets de pétrole n'ont pas connu une amélioration de leurs termes de l'échange et ont souffert de plus en plus des cours élevés du pétrole. Ces économies ont dû réduire leurs importations hors pétrole et ont supporté des fardeaux fiscaux élevés en raison des subventions administrés par ces pays pour protéger leurs consommateurs de la hausse des cours du pétrole. Les coûts en termes de croissance pour ces pays sont déjà très importants et vont probablement s'accroître si les cours du pétrole se maintiennent à des niveaux élevés et si la dépendance au pétrole n'est pas réduite.

Les déséquilibres du compte courant se sont creusés davantage en 2006



Risque d'un ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux demeure

Les déséquilibres du compte courant des régions et les pays se sont élargis en 2006, reflétant l'accroissement du déficit courant des Etats-Unis qui avoisine les \$ 900 milliard, lequel déficit est compensé par les surplus générés par la Japon et l'Allemagne, et, de façon plus significative, par les régions en développement et en transition, notamment les principaux explorateurs de pétrole. Suite à la dégradation continue du déficit du compte courant, l'endettement des Etats-Unis s'est accru à un niveau qui suscite sérieusement des interrogations quant à la soutenabilité de la constellation actuelle des déséquilibres mondiaux. Le scénario de référence pour 2007 prévoit une réduction modérée des déséquilibres mondiaux qui ferait suite à la décélération de la croissance aux Etats-Unis, à la modération des cours du pétrole qui engendrerait une réduction de la facture des importations de l'économie la plus importante du monde, et à la dépréciation anticipée du dollar qui stimulerait les exportations tout en réduisant les importations. Néanmoins, le risque d'un ajustement désordonné demeure. Un progrès lent, si progrès il y a, dans la résorption des déséquilibres mondiaux augmenterait le risque d'une forte spéculation en faveur d'une dépréciation du dollar. Une telle dépréciation du taux de change pourrait aider à réduire le déficit externe des Etats-Unis ; mais en raison de la dépendance de

l'économie mondiale vis-à-vis de la stimulation de la demande dans la plus grande économie du monde, la réduction de la demande des importations des Etats-Unis pourrait avoir d'importantes répercussions déflationnistes à l'échelle mondiale. Ceci pourrait, par ricochet, facilement ébranler la dynamique de croissance des pays en développement et mettre en péril tout progrès important en matière de réduction de la pauvreté. Une chute vertigineuse du dollar accentuerait l'incertitude parmi les investisseurs internationaux et pourrait mettre à mal les marchés financiers.

Coordination de la politique macroéconomique

Pourquoi y-a-t il un besoin d'une coordination internationale des politiques macroéconomiques ?

Les cadres macroéconomiques nationaux existants ne sont pas conçus autour de la nécessité de parvenir à un ajustement des déséquilibres mondiaux. La tendance actuelle en faveur de politiques monétaires et fiscales plus restrictives aura un effet atténuant sur la demande des pays en surplus, tels que le Japon et l'Allemagne, rendant ainsi difficile la réduction du déficit des Etats-Unis réalisée à travers la croissance des exportations. En même temps, des politiques fiscales expansionnistes mises en œuvre dans les pays de l'Asie de l'Est en surplus apparaissent insuffisantes pour compenser ces effets déflationnistes ou pour susciter la forte croissance requise des exportations américaines, notamment en l'absence d'importants ajustements des taux de change.

En revanche, une stratégie coordonnée pourrait permettre d'éviter les effets négatifs sur la croissance et susciter une confiance en la stabilité des marchés financiers et des marchés de change. Une coopération pourrait permettre de bénéficier des effets d'entraînement des politiques adoptées par un pays, lesquels effets servent de facteur atténuant aux effets négatifs sur la demande engendrés par l'ajustement opéré par un autre pays. La stimulation de la croissance en Europe, en Asie et dans les principaux pays explorateurs de pétrole, par exemple, pourraient compenser l'effet initial contractionnaire des politiques d'ajustement mises en œuvre par les Etats-Unis.

Diverses propositions relatives au cadre servant de support à la coordination des politiques ont été avancées, y compris l'idée d'un nouvel accord de Plaza portant sur les mesures politiques spécifiques destinées à réduire les déséquilibres. Malgré les limites d'une telle initiative ad-hoc, celle-ci constituerait, en l'absence de changements fondamentaux dans le système monétaire et financier mondiale, un résultat souhaitable de second-rang.

Obstacles pour la coordination internationale des politiques

La coordination internationale des politiques fait face à toute une série d'obstacles. Ceux-ci comprennent, en autres, le fait que les principaux acteurs aient différentes perceptions sur les risques posés par la situation actuelle. Il y a aussi des désaccords sur la position actuelle des différentes économies. Dans le cas des Etats-Unis, par exemple, il y a des vues divergentes sur la façon dont les bonnes conditions économiques se maintiendront et si les déséquilibres courants pourraient être financés sans entraîner des

bouleversements majeurs sur les marchés financiers internationaux. Une incertitude similaire plane sur la robustesse de la croissance économique chinoise dans le court-terme et sur la capacité du Japon et de l'Europe à accroître leurs potentiels de croissance à court et moyen-terme. Ces obstacles sont probablement accentués par le problème d'engagement portant sur toute solution politique internationale négociée, et ce d'autant plus que les décideurs nationaux préféreraient que les autres pays supportent les coûts de l'ajustement ou se sentiraient plus contraints d'honorer leurs engagements domestiques en raison d'une forte résistance interne. Par ailleurs, une solution adéquate aux déséquilibres existants exigerait une action soutenue dans la durée, et les gouvernements pourraient éprouver des difficultés à s'engager de façon crédible sur une longue période.

Qu'est-ce qui peut être fait ?

Il y a divers forums où ces obstacles à la coordination internationale des politiques peuvent être levés. Un mécanisme de consultation internationale qui inclut un médiateur externe tel que le Fonds Monétaire International (FMI) pourrait générer un consensus sur la nature et l'étendue des problèmes actuels. En raison de la structure des déséquilibres, ces consultations devraient impliquer tous les acteurs majeurs et pourraient donc inclure une représentativité raisonnable des pays en développement. Les plateformes ad-hoc existantes, telles que le Groupe des Huit (G8) ou les autres forums, ne sont appropriées à cet égard. Les mécanismes multilatéraux de surveillance plus larges lancés en 2006 par le FMI constituent, de ce point de vue, un important pas en avant. Au niveau national, les pays pourraient initier des engagements pluriannuels en faveur d'un ajustement de politiques, le tout reposant sur un cadre international coordonné. L'annonce d'objectifs spécifiques nationaux internationalement acceptés, par exemple, pourraient accroître la crédibilité des politiques parce que les gouvernements courraient le risque de supporter des coûts de réputation en cas de faillite des politiques. Enfin, seules des réformes plus profondes du système monétaire et financier mondial aideront à prévenir la résurgence des déséquilibres tels que ceux observés aujourd'hui. Une nouvelle monnaie supranationale devrait être considérée comme un élément essentiel de la solution plus structurelle mais ceci ne pourrait être qu'une option à long-terme. La solution la plus immédiate devrait consister à s'orienter vers le développement d'un système de réserves reposant sur plusieurs monnaies. Les solutions structurelles de ce genre, destinées à promouvoir la stabilité économique mondiale, devraient être aussi importantes que la recherche d'un système multilatéral de commerce.

Commerce International

Une expansion rapide des flux de commerce

Le commerce mondial de marchandises s'est accru à un rythme rapide en 2006. Cette expansion est caractérisée par une augmentation importante et continue de la valeur des flux de commerce de pétrole et de produits de base non pétroliers, principalement due à des prix plus élevés de ces produits de base, mais aussi par un accroissement notable du volume des flux de commerce de biens d'équipement tiré par la reprise de l'investissement global. La croissance en volume des exportations mondiales est estimée

à un peu moins de 10 pour cent en 2006 contre 7.3 pour cent en 2005. La valeur des exportations mondiales a cru d'à peu près 16 pour cent. La croissance des exportations mondiales représente plus de deux fois celle du produit mondial, ce qui indique une plus grande accentuation du degré d'intégration économique mondiale. En termes de perspectives, cependant, il est prévu que la croissance du commerce mondiale se modère à un rythme de 7.7 pour cent.

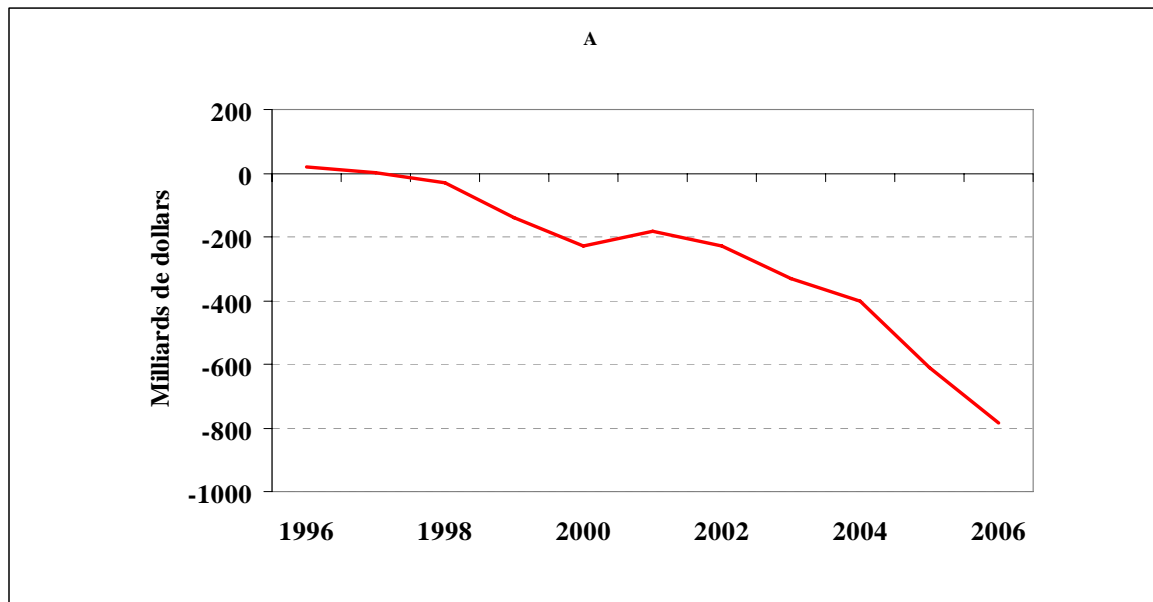
Prix des produits de base plus volatiles

Malgré la baisse significative ayant suivie le pic atteint en août, les cours moyens du pétrole ont été 20 pour cent plus élevés que la moyenne enregistrée en 2005. Les cours des métaux de base et des minéraux ont augmenté de façon plus importante. Seuls les cours d'un certain nombre de boissons et de produits alimentaires ont connu une certaine modération. Cependant, les cours des produits de base sont devenus plus volatiles en 2006, et la plupart d'entre eux ont connu une baisse importante au milieu de l'année 2006. En termes de perspectives pour 2007, il est prévu que les prix de la plupart des produits de base se modèrent.

Incertitude future sur les négociations multilatérales de commerce

Les discussions multilatérales sur le commerce dans le cadre du Cycle de Doha ont été suspendues en juillet 2006 à la suite des différends entre les acteurs majeurs du commerce, spécialement dans le domaine de l'accès aux marchés agricoles et non agricoles ainsi que la perception générale selon laquelle les avantages économiques et commerciaux de tout accord ne dépasseraient pas les coûts politiques associés aux concessions additionnelles sur des sujets très sensibles sur le front politique interne. Ceci représente un recul en termes de potentialités à atteindre les objectifs de développement du millénaire et aussi en termes d'engagements en faveur d'un système de commerce ouvert et basé sur des règles. Par ailleurs, la prolifération d'un grand nombre d'accords de commerce bilatéraux et régionaux a mis en péril l'intégrité du système multilatéral de commerce. Même s'il n'y a eu, pour l'instant, aucun accord sur les prochaines étapes du processus de négociations, des efforts ont été redoublés afin de parvenir à un consensus sur la reprise du Cycle de Doha.

Accroissement des transferts nets financiers vers les pays en développement et les économies en transition, 1996-2006 (milliards de dollars)



L'initiative aide pour le commerce

Des tarifs plus faibles et une amélioration de l'accès au marché ont fait l'objet d'une grande attention dans les négociations internationales sur le commerce. En pratique, de nombreux pays en développement, spécialement les moins avancés parmi ceux-ci, ne peuvent pas, cependant, tirer partie des bénéfices de l'amélioration des conditions de commerce. Pour que les pays en développement améliorent la performance de leurs exportations, ces pays ont besoin de ressources financières pour éliminer les contraintes du côté de l'offre à travers des investissements dans les infrastructures de commerce, en technologie et dans les institutions. Le sommet mondial des Nations Unis de Septembre 2005 a reconnu cette nécessité, et les leaders du monde se sont engagés à appuyer et à promouvoir plus d'aide visant à mettre sur pied des capacités productives et commerciales des pays en développement. Par conséquent, l'Initiative Aide pour le Commerce a été entérinée par la Sixième Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). De nombreuses directives concernant sa mise œuvre ont été élaborées mais les consultations relatives aux ressources requises suivent leur cours. Les membres de l'OMC considèrent généralement que le travail sur l'Initiative devrait continuer malgré la suspension actuelle des négociations du Cycle de Doha.

Financement du Développement

Les apports de capitaux privés vers les pays en développement et des économies en transition de plus en plus en faibles, mais demeurent toujours élevés

Le niveau des apports nets de capitaux privés vers les pays en développement et des économies en transition ont été à des niveaux historiquement élevés en 2006, quoique moins élevés que les niveaux atteints l'année précédente. La turbulence, survenue dans le second trimestre de cette année, sur les marchés financiers, la baisse des emprunts nets auprès des banques commerciales et des marchés obligataires liée au préfinancement des engagements dus pour 2006, et les opérations de rachats d'obligations ont contribué à cette modération. Cependant, les coûts de financement externe sur les marchés des économies émergentes restent faibles. Les marges du *Emerging Markets Bond Index (EMBI)* ont été à leurs niveaux les plus faibles au cours du premier trimestre 2006, augmentant, par la suite, la panique sur les marchés mondiaux entre Mai et Juin ; depuis lors, elles ont baissé. Les taux d'intérêt de référence déterminant les coûts des financements externes sur les marchés des pays émergents sont également faibles, et ce malgré le resserrement continue de la politique monétaire des Etats-Unis. En termes de perspectives pour 2007, le niveau des apports nets de capitaux privés vers les pays en développement resteront élevés malgré le risque de refroidissement de l'économie mondiale et du resserrement important de la liquidité dans les principaux pays en développés qui pourrait entraîner une contraction plus importante de ces apports et une prime de risque plus élevée dans les pays en développement.

Augmentation de l'investissement direct étranger

Les économies en développement et en transition jouent un rôle de plus en plus important comme sources des flux d'investissement direct étranger (IDE) à l'échelle mondiale. L'industrialisation rapide des économies telles que la Chine et l'Inde a généré des initiatives, soutenues politiquement, mettant l'accent sur les investissements à l'étranger pour sécuriser l'accès aux ressources primaires. Au même moment, les pays exportateurs de pétrole ont vu leur position externe en termes d'investissement se renforcer à la faveur de revenus pétroliers plus élevés et des taux de croissance fortes. Dans ce contexte, une partie importante de l'IDE est drainée vers les autres pays en développement, élargissant ainsi les sources potentielles de capital, de technologie et du savoir-faire managérial dans les pays d'accueil.

Cependant, de larges transferts nets des pays pauvres vers les pays riches

Le groupe des pays en développement, incluant les économies en transition, a accru ses transferts nets de ressources financières en destination des pays développés. Les transferts nets désignent les entrées nettes de capitaux purgées des paiements d'intérêts et des revenus d'investissement. Les transferts nets en destination de l'Afrique Sub-saharienne sont devenus négatifs, la région ayant été la seule au monde à enregistrer des transferts nets positifs au cours des années précédentes. La tendance des pays pauvres à financer les pays riches s'est poursuivie tout au long de la décennie, suscitant ainsi des questions sur

la soutenabilité du phénomène. L'accumulation de réserves officielles a été un mécanisme majeur à travers lequel ces transferts nets financiers sont apparus. Les pays en développement détiennent actuellement plus de 3 trillions de dollars en réserves de change, la Chine détenant à elle seule plus d'un trillion de dollars. Le renforcement des niveaux de réserves a assuré une plus grande protection contre des chocs externes émanant de la volatilité des marchés mondiaux. L'effet de reflet de cette accumulation des réserves de change dans les pays en développement est l'élargissement du déficit externe du pays dont la monnaie sert de principale réserve de change du monde, à savoir les États-Unis. Du coup, même si leurs niveaux de réserves actuelles leur ont permis d'être moins vulnérables, ceux-ci ne les protègent pas pour autant des chocs plus systémiques, comme l'ajustement brusque de déficit externe des États-Unis et une large dévaluation du dollar.

L'aide publique au développement s'est accrue, mais reste insuffisante

L'Aide Publique au Développement (APD) des pays de l'OCDE aux pays en développement a augmenté à un niveau record de \$ 106 milliard en 2005. Ceci représente 0.33 pour cent du revenu national brut (RNB) combiné des pays du Comité d'Aide au Développement (CAD), ce qui représente une progression par rapport au 0.26 pour cent en 2004. Les projections actuelles indiquent que le total de l'APD atteindra la barre des \$ 130 milliard (0.36 du RNB combiné des pays du CAD) assignée pour 2010, même si un accroissement substantiel des apports est nécessaire au regard de la proximité de la date fatidique. Il est important de noter, cependant, que les récentes augmentations de l'APD sont, dans une large mesure, dues aux effets ponctuels tels que les remises de dettes et les dons en faveur de l'Iraq et du Nigeria. Au regard de ces effets ponctuels, les pays donateurs doivent accroître significativement leur aide de sorte à atteindre la barre fixée pour l'APD, conformément aux objectifs de développement convenus au plan international. En dehors de ces tendances, l'aide provenant des sources non- CAD a augmenté de façon notable. Des pays comme la Chine et l'Inde sont parmi les « pays donateurs émergents » qui ont commencé à apporter un financement additionnel important au titre de l'aide au développement.

Les efforts visant à améliorer l'efficacité de l'aide et la coordination au niveau des pays donateurs doivent être au centre des préoccupations dans un contexte d'augmentation du volume de l'aide et de l'entrée en scène d'un plus grand nombre de pays donateurs. À partir du moment où le maintien du soutien des contribuables des pays développés est crucial, gérer l'aide au développement de sorte à générer des résultats tangibles est une condition clé pour maintenir la dynamique en faveur de l'accroissement du volume de l'aide. Par ailleurs, l'harmonisation de la coopération au développement est devenue de plus en plus complexe avec l'accroissement du nombre d'acteurs. À cet égard, l'appel de l'Assemblée Générale des Nations Unies en faveur de la convocation d'un Forum de la Coopération au Développement (FCD) en 2007 arrive au bon moment en ce sens que ce Forum est supposé disposer de la capacité à instituer un contrôle politique sur l'efficacité de la dette parmi tous les pays donateurs, avec une large participation des pays en développement.

Plus d'allégement de la dette

L'initiative PPTE (Pays Pauvres très Endettés) reste le principal instrument international d'allégement de la dette aux pays à faible revenu. Le volume de l'allégement de la dette a augmenté en raison aussi bien du progrès accompli par les pays éligibles en ce qui concerne les phases cruciales du processus PPTE que de l'introduction de l'Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale. Cependant, toute une série de défis demeure, y compris accroître les ressources réellement disponibles pour la mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté des PPTE et l'adoption de mesures susceptibles d'éviter la résurgence d'un fardeau de dettes insoutenables.

Premiers pas vers la réforme du système financier international

Le système financier mondial a récemment connu des signes précurseurs à des réformes de fond ainsi que des nouvelles approches de politiques. Le conseil des gouverneurs du FMI a adopté une résolution relative à la réforme des quotas et des voix, résolution ayant, entre autres, pour objet d'accroître les quotas de la Chine, du Mexique, de la République de Corée et de la Turquie, qui sont clairement les pays les plus sous-représentés au sein de l'organisation. Cependant, ces changements ne vont pas fondamentalement modifier la configuration des pouvoirs de votes au sein du FMI. Des négociations touchant à plus de réformes en profondeur des quotas et des voix auront lieu dans les années à venir. Par ailleurs, le Comité Monétaire et Financier International s'est mis d'accord sur la nécessité d'un nouveau cadre pour renforcer la surveillance internationale. Une nouvelle plateforme pour les consultations multilatérales, impliquant de façon systématique les importants membres et groupes, a été instituée afin de compléter les autres approches de surveillance. Le premier cycle de consultations impliquant la Chine, la zone Euro, le Japon, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis se concentrera sur la réduction des déséquilibres globaux tout en maintenant une croissance économique forte. Même si celles-ci constituent des étapes dans la bonne direction, atteindre un accord sur la réforme des quotas et des pouvoirs de votes et sur le renforcement de la surveillance multilatérale ne constitue qu'une première étape vers des processus de consultations élargies. Des pas décisifs doivent être posés afin d'établir un processus crédible de coordination de politiques sous la bannière multilatérale afin d'éviter un ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux et d'importantes perturbations de la croissance économique mondiale.